

Le CMC note l'économie

La croissance du PIB décroche un B+

• **Le centre insiste sur la croissance inclusive**

• **Marché du travail, climat des affaires et dette extérieure... les fragilités**

LA notation de l'économie par le Centre marocain de conjoncture (CMC) varie entre B+ et C-. Aucune branche n'a pu décrocher le fameux A. La croissance s'est vu attribuée un B+ assorti de mises en garde sur le modèle basé sur la demande interne. Une demande entretenue par les importations qui génèrent de l'emploi... mais à l'étranger. Le risque avec la montée des importations est l'aggravation du déficit de la balance commerciale et les menaces que cela pourrait engendrer sur l'équilibre budgétaire.

Pour le CMC, une croissance inclu-

sive est urgente. Pour cela, il faut des mesures d'incitation en faveur des investissements novateurs et à forte productivité, une amélioration du climat des affaires, l'adoption d'une fiscalité équitable ainsi que l'éradication de l'économie de rente.

Aujourd'hui, la structure du PIB reste dépendante à hauteur de 14% de la valeur ajoutée du secteur primaire qui occupe près de 40% de la population active. Les activités non agricoles augmentent en moyenne de 4% mais sans être performantes. Quant au secteur tertiaire (60% du PIB en volume), il est plombé par l'informel.

■ C- pour le marché du travail

La note attribuée au marché du travail ne constitue pas une grande surprise. La croissance ne crée pas assez d'emplois alors que chaque année 190.000 personnes arrivent sur le marché. Ainsi le taux de chômage reste élevé en particulier chez les jeunes. Et le marché

connaît une inadéquation importante entre l'offre et la demande. D'un côté, les besoins en qualifications sont importants et de l'autre, l'offre disponible «matérialisée par les diplômés chômeurs de l'enseignement supérieur est en constante augmentation». Le CMC insiste sur «la nécessité de valoriser les ressources humaines, facteur important dans l'ascenseur social et la réduction des disparités».

■ La balance commerciale notée B+

Un allègement du déficit commercial est constaté depuis le début de l'année. Cette situation est imputée à la baisse de la facture énergétique qui contribue pour 73,4% à la réduction totale des importations. Hors énergie, les importations sont en recul de 5,1% s'établissant à 70,5 milliards de dirhams. Une évolution du taux de couverture des importations par les exportations est également relevée (61% en mars) ainsi que le dynamisme des principaux moteurs à l'export: phosphate, automobile ainsi que l'agriculture et l'agroalimentaire.

■ La dette extérieure décroche C

L'encours de la dette extérieure publique a atteint 277,7 milliards de DH contre 234,7 milliards de DH en 2013, enregistrant ainsi une hausse de 18%. Face à cette évolution, le CMC tire la sonnette d'alarme et critique l'optimisme affiché: «On fait peu de cas de l'absence d'une réelle stratégie de l'endettement, à partir du moment où l'important semble être la maîtrise technique du mécanisme de gestion de l'endettement». Or, pour Bank Al-Maghrib, une «stabilisation» de la dette publique est prévisible à très court terme et une baisse possible à partir de 2017. Les Finances estiment qu'elle pourrait être «régulée à partir de 2016» sous l'effet de l'amélioration des équilibres macroéconomiques en cas de conjoncture internationale favorable.

■ Climat des affaires: C+

Sur l'amélioration du climat des affaires, le Maroc a encore du pain sur la planche. Le CMC cite la qualité de service «du système fiscal» qui devrait être capable de conjuguer proximité, célérité et efficacité. Le système fiscal devrait aussi être équitable et favoriser l'investissement.

Le CMC espère aussi que la feuille de route 2015 du Comité national de l'environnement des affaires puisse changer certaines pratiques ou réalités: «l'apathie judiciaire récurrente, enraiser une corruption tentaculaire, restructu-

rer un secteur informel déstabilisateur et combler un déficit en ressources humaines affligeant...».

■ Les investissements directs étrangers récoltent un B+

Après la difficile période 2008-2010 marquée par la crise économique internationale, une embellie des IDE a été constatée à partir de 2011. Un record a même été enregistré en 2013 avec 39,5 milliards de dirhams. Pour le CMC, cette reprise a été confortée par le classement relativement avantageux (87e sur 189 pays) attribué au Maroc en 2014 par Doing Business et la stabilité du pays.

■ B- pour l'Industrie

Le secteur emploie 12% de la population active mais contribue à moins de 12% au PIB. Cette contre-performance s'explique par une faible productivité du travail et du contenu technologique. A cela s'ajoute le fait que 55% des effectifs des entreprises sont soit analphabètes, soit comptent à peine le niveau du primaire. Selon le CMC, cette situation ne permet pas aux salariés d'améliorer leur aptitude à utiliser les technologies disponibles. Ce qui se solde par «le cumul d'une incapacité structurelle à convertir la croissance tendancielle en croissance effective». Un traitement de choc est ainsi recommandé pour ce secteur constitué de PME et qui compte près de 20 à 30% d'informel.

■ Le tourisme obtient aussi un B-

Le chiffre du secteur relèvent que le nombre des visiteurs s'accroît mais le rythme de remplissage est deux fois moins important. C'est ce qui explique les performances limitées des recettes touristiques. La réalisation des grandes stations balnéaires prévue dans la vision 2020 se heurte à des difficultés au niveau de l'élaboration, la programmation et la mise en œuvre.

■ L'agriculture récolte un B+

Même si la situation du secteur agricole est rassurante, le CMC attire l'attention sur les défis qu'il doit relever. Il s'agit en particulier de limiter la dépendance aux aléas climatiques par l'accélération de la modernisation des techniques de production, la promotion de nouveaux métiers agricoles, le renforcement de l'encadrement et la valorisation de la recherche et des ressources humaines. □

Khadija MASMOUDI

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com